

CONCLUSION

À l'exception du Tadjikistan, les États et régimes de l'Asie centrale montrent une capacité de survie étonnante face à un héritage impérial et soviétique rempli d'inconnues, à une grave crise économique ainsi qu'à des fractures politiques extrêmes, ethniques et régionales. C'est un exploit qu'il convient de ne pas sous-estimer. Mais, en refusant de poursuivre une politique de réforme économique et d'ouverture politique raisonnable, ils s'exposent à une instabilité politique aussi longue qu'aiguë. La tendance de certains dirigeants régionaux à supprimer les mouvements d'opposition risque d'entraîner une radicalisation de ces derniers. L'Ouzbékistan est le plus vulnérable à cet égard. En outre, jusqu'à présent, le Kirghizistan et le Kazakhstan n'ont pas réussi à résoudre les profondes contradictions ethniques qui menacent l'équilibre de l'État et qui favorisent les intrusions étrangères.

Les États de la région sont parvenus à maintenir entre eux des relations relativement correctes, mais ils sont extrêmement divisés par des disputes territoriales, des questions liées aux droits des minorités et des situations de dépendance disparates pour ce qui est de leurs ressources. Ces divisions n'ont pas encore engendré de conflit important, mais cela demeure possible, surtout parce que beaucoup d'entre elles (comme la question des droits des minorités ou celle des vieilles revendications territoriales) sont étroitement liées à la politique intérieure à une époque où le nationalisme constitue l'un des rares piliers sur lesquels des dirigeants à la légitimité douteuse peuvent s'appuyer pour se gagner la faveur populaire.

En ce qui a trait aux interventions extérieures en Asie centrale, la lutte que se livrent l'Iran et la Turquie pour occuper le vide laissé par l'effondrement de l'Union soviétique, et que l'on a tellement montée en épingle, n'apparaît plus aussi inquiétante qu'elle l'était. Actuellement, la tendance est à une reconstitution de l'influence russe dans la région. Pour cela, la Russie est relativement avantagée par le pouvoir politique, économique et militaire qu'elle possède de même que par la faiblesse ou l'indifférence relative de ses concurrents éventuels.

La formation d'un sous-ensemble d'États stable et prospère intéresse l'Occident. Le risque d'une déflagration entre grandes puissances voisines pour des questions d'ordre régional est limité, mais il se peut que des conflits locaux entraînent une intervention des Nations Unies et de la CSCE. Par ailleurs, le cas de l'Afghanistan montre que les problèmes régionaux peuvent déborder sur des États contigus. De plus, dans la mesure où les privations économiques et l'oppression politique font de l'Islam renouvelé une option attrayante pour les forces d'opposition de la région, l'agitation politique peut amener au pouvoir des groupes dont l'orientation politique laisse à désirer. Et, comme on l'a dit en introduction, la situation de la région sur les plans politique et de la sécurité a d'importantes incidences sur les négociations START et